



# MARCHE PUBLIC MNS 2025-03 FOURNITURES DE VITRINES

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### Objet de la consultation

Le présent marché a pour objectif de déterminer le choix d'une société pour la fourniture de vitrines muséales en verre pour les espaces d'exposition du Musée National du Sport.

Appel d'offre ouvert en application de des articles 25-I.1°, 67 et 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### Pouvoir adjudicateur

Musée National du Sport  
Boulevard des jardiniers  
Stade Allianz Riviera  
06200 Nice

### Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame la directrice générale du Musée National du Sport

### Comptable assignataire :

Monsieur l'agent comptable du Musée National du Sport

### Date limite de remise des offres

Date : Lundi 08 septembre 2025

Heure : 12 heures

Ce document comporte 9 pages y compris celle de garde



## SOMMAIRE

### Table des matières

|  |   |
|--|---|
| PREAMBULE.....   | 3 |
| ARTICLE 1 – OBJET & DUREE DU MARCHE .....                            | 3 |
| ARTICLE 2 – PRISE D’EFFET ET DUREE DU MARCHE .....                   | 4 |
| ARTICLE 3 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....             | 4 |
| ARTICLE 4 – MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION ..... | 4 |
| ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....                              | 4 |
| ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....                       | 5 |
| ARTICLE 7 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES.....                      | 5 |
| ARTICLE 8 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES .....                    | 7 |
| ARTICLE 9 – DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....                   | 9 |
| ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....                     | 9 |



## **PREAMBULE**

Labellisé « Musée de France », le Musée National du Sport est l'institution de référence dédiée à la préservation et à la valorisation du patrimoine sportif français. Fort d'un patrimoine riche et diversifié, le Musée National du Sport conserve précieusement près de 50 000 objets et 400 000 documents qui témoignent de l'histoire du sport et de ses acteurs. Ces collections exceptionnelles, allant des équipements sportifs emblématiques aux archives inédites, en passant par les œuvres d'art et les récompenses, offrent un regard unique et passionnant sur l'évolution des pratiques sportives, les exploits des athlètes et l'impact du sport sur la société. Consacré aux sports dans toutes leurs diversités, le Musée National du Sport s'adresse à tous.

Le Musée National du Sport dispose d'un parc de vitrines muséales de la marque REIER, installées principalement dans les espaces d'exposition temporaire. Afin de garantir l'harmonie muséographique, la sécurité des œuvres et la cohérence logistique, les nouvelles vitrines devront être strictement compatibles avec les modèles existants.

## **ARTICLE 1 – OBJET & DUREE DU MARCHE**

### **1.1 Objet**

La présente consultation est un marché de fournitures pour l'acquisition de vitrines à destination des espaces d'exposition du Musée National du Sport.

Les produits que le musée du sport pourra commander au titre du présent marché sont précisés au sein bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre, dits « produits référencés »,

Le Titulaire s'engage à fournir pendant toute la durée du marché des produits référencés en tout point conformes à son offre initiale.

### **1.2 Forme du marché**

Il s'agit d'un marché bons de commande sans montant minimum mais avec un montant maximum fixé à 61 000 TTC (50 000€ HT).

### **1.3 Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **1.4 Allotissement**

Le marché comprend un lot unique.

### **1.5 Procédure de passation**

La consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

Il est soumis services soumis au Cahier des clauses administratives générales relatif aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS, ci-après nommé « le CCAG »).



## **ARTICLE 2 – PRISE D’EFFET ET DUREE DU MARCHÉ**

Le marché entrera en vigueur à compter de sa date de notification pour une durée initiale d’un (1) an. Il sera renouvelé chaque année par tacite reconduction, trois (3) fois par période de 12 mois, sans que sa durée initiale ne puisse excéder 4 ans.

Toutefois, il pourra être dénoncé annuellement par l’une ou l’autre des parties contractantes, par lettre recommandée avec accusé de réception sous respect d’un préavis de trois mois avant la date anniversaire de prise d’effet du contrat. Aucune indemnité ne sera versée.

## **ARTICLE 3 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation se compose :

- Du présent règlement de la consultation (RC).
- De l’acte d’engagement (AE)
- Du cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Du cahier de clauses techniques particulières (CCTP).
- Du bordereau des prix (BPU)
- Des imprimés DC1 et DC2
- Des 9 annexes.

## **ARTICLE 4 – MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d’apporter au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n’élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l’étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG-FCS du 19 janvier 2009, l’accord-cadre est constitué des documents énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- L’acte d’engagement et ses annexes éventuelles, notamment le bordereau de prix unitaires (PBU), dont l’exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi, à l’exception des annexes qui seraient expressément identifiées comme n’ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, notamment l’offre de prix du titulaire.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.



- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 01 avril 2021.
- L'offre technique du titulaire.
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles, postérieurs à la notification du marché.
- Le(s) catalogue(s) des produits et des prix, tarif(s) du titulaire.
- La note portant sur la clause environnementale

## **ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité de l'offre est fixé à 120 jours à compter de la date de remise des offres.

## **ARTICLE 7 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES**

### **7.1 Mode de transmission**

Les candidats auront à produire un dossier complet déposé uniquement par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier, dans le même délai que le pli électronique (spécifié en page de garde du présent document).

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une offre est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur et n'a pu être ouverte ;
- lorsqu'un problème technique émanant de la plate-forme de dématérialisation, objectivement sans lien avec le soumissionnaire, empêche ce dernier de remettre un pli électronique. Dans ce cas, le soumissionnaire devra prouver par tout moyen de preuve (copie-écran, etc ...), qu'il a tenté de remettre un pli et qu'il a été objectivement dans l'impossibilité de le déposer sur la plate-forme. Attention, le problème doit résulter de la plate-forme et non d'une mauvaise configuration du poste du soumissionnaire à partir duquel est remis le pli ou encore d'un empêchement dû aux filtres de sécurité du soumissionnaire ou de tout autre motif qui ne résulte pas entièrement de la plate-forme.

Cette copie de sauvegarde doit être remise par lettre recommandée avec avis de réception postale, ou par transporteur (Chronopost, DHL, ...) ou remise contre récépissé (du mardi au vendredi de 10h00 à 12h30 et de 14h à 16h00) avant la date limite fixée à l'article 7.2 du présent document à l'adresse suivante :

**MUSEE NATION DU SPORT**  
**Secrétariat général**  
**6, allée Camille Muffat**  
**06200 NICE**



L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés à l'art 7 du présent règlement et portera les mentions suivantes :

**« Fourniture de vitrines muséales en verre pour les espaces d'exposition  
du Musée National du Sport »  
- N° 2025/03 –  
« NE PAS OUVRIR »**

Les offres doivent être entièrement rédigées en langue française et chiffrées en euros (€).

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le musée national du sport en « dernière minute ».

## **7.2 Date et heure limite de réception des offres**

La date limite de réception des offres est fixée au Lundi 08 septembre 2025 à 12h00.

Les offres qui seraient remises, ou dont l'avis de réception parviendraient au musée national du sport après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas examinées.

## **7.3 Présentation des candidatures et des offres**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-dessous, datées et signées par le représentant autorisé de l'entreprise.

### **7.3.1 Contenu du pli**

*Les candidats auront à produire un dossier complet présenté en deux parties :*

#### **A - PIÈCES DE CANDIDATURE :**

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :
  - Lettre de candidature (formulaire DC 1) dûment remplie, avec précision si le candidat se présente seul ou groupé ;
  - Document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager la société si le signataire des documents n'est pas le gérant ;
  - Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise, les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :
  - Déclaration du candidat (formulaire DC 2) dûment rempli, toutes les rubriques devront être renseignées ;
  - Une présentation générale de l'entreprise mentionnant ses moyens techniques et humains généraux ainsi que des références de prestations similaires ou tout autre moyen de preuve de la capacité du candidat.



Si le candidat le souhaite, il pourra joindre également à sa candidature :

Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant la satisfaction du candidat à ses obligations fiscales et sociales ou l'état annuel des certificats reçus (et certificats sociaux),

➤ Autres documents à fournir par le titulaire au moment de la notification :

- 1 extrait Kbis récent ou équivalent ;
- 1 RIB ou 1 RIP.

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

NOTA : les formulaires DC et NOTI sont disponibles sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## **B- ELEMENTS DE L'OFFRE**

**Le candidat devra produire également :**

- L'acte d'engagement, dûment complété, daté et signé par le représentant de l'entreprise ;
- Le Bordereau de prix, dûment complété,
- Le CCAP dûment signé ;
- La note technique dans lequel le candidat exposera les moyens techniques et humains particuliers qu'il compte mettre en œuvre pour la bonne exécution de cet accord-cadre ainsi que tout document complétant cette note technique à l'initiative du candidat ;
- Le(s) catalogue(s) des produit et des prix, tarif(s) ;
- La note portant sur la clause environnementale.

## **ARTICLE 8 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES**

### **8.1. Examen des candidatures**

Les candidatures seront examinées au regard des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats adaptées au présent marché.

Le pouvoir adjudicateur examinera :

- La recevabilité administrative au regard des dispositions des articles 44, 45, 47 à 54 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- Les garanties et capacités techniques et financières au regard des mêmes textes mentionnés ci-dessus.



Le pouvoir adjudicateur pourra exclure des soumissionnaires qui se trouvent dans les situations prévues à l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

## 8.2 Critères de sélection des candidatures :

Le jugement des offres s'effectuera, pour chacun des lots, par application des critères pondérés suivants :

| Critère                     | Pondération | Commentaires                                    |
|-----------------------------|-------------|---|
| Valeur technique de l'offre | 50 / 100    | Sur la base d'une grille d'évaluation détaillée |
| Prix des prestations        | 50 / 100    | Analyse à partir du BPU                         |

| CRITÈRES  | PONDÉRATION (sur 100%)  |
|---|---|
| <p><b><u>Valeur technique :</u></b></p> <p>La valeur technique de l'offre sera appréciée à partir du note technique détaillé remis dans l'offre prenant en compte les exigences décrites dans le Cahier des Clauses Particulières (CCAP et du CCTP).</p> <p>Ce critère de la valeur technique sera divisé en sous-critères comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conformité technique <sup>1</sup></li> <li>▪ Modularité et accessibilité <sup>2</sup></li> <li>▪ Qualité des matériaux et des produits <sup>3</sup></li> <li>▪ Sécurité et conservation <sup>4</sup></li> <li>▪ Éclairage intégré <sup>5</sup></li> <li>▪ Transport / stockage <sup>6</sup></li> <li>▪ Références et Equipe <sup>7</sup></li> <li>▪ Performance en matière de protection de l'environnement</li> </ul> | <p><b>50 %</b></p> <p>soit</p> <p>10 %</p> <p>10 %</p> <p>5 %</p> <p>5 %</p> <p>5 %</p> <p>5 %</p> <p>5 %</p> <p>5 %</p> <p>5 %</p> |

<sup>1</sup> Respect des dimensions et du système modulaire (≈900x900x2200 mm), compatibilité avec vitrines REIER existantes

<sup>2</sup> Portes à 90°, modules encastrables, montage/démontage aisé sans outils lourds

<sup>3</sup> Verre feuilleté extra-clair 8A1, métal RAL 7016, MDF 19 mm peint, et au vu au vu des échantillons et des caractéristiques techniques présentées dans les fiches techniques

<sup>4</sup> Étanchéité, matériaux inertes, serrures dissimulées, compatibilité conservation préventive

<sup>5</sup> Éclairage LED 2W, 3000–3200K, orientable, lentille dépolie

<sup>6</sup> Solutions de rangement, caisses, protection

<sup>7</sup> Qualité des références présentées, cohérence de la constitution et de l'organisation de l'équipe ; les moyens humains (qualifications des intervenants) et matériels du candidat ou de l'équipe





|  |  |
|--|--|
| <b>Prix des Prestations * :</b><br>Le critère prix des prestations sera décomposé comme suit :<br>$\text{Note} = \frac{\text{Offre la moins disante} \times 50}{\text{Montant de l'offre analysée}}$ | <b>50 %</b><br><br><br><br><br><b>50 %</b> |
|--|--|

## ARTICLE 9 – DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Les candidats seront informés du résultat de la consultation dans les plus brefs délais.

À tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite pour des motifs d'intérêt général, les candidats en seront informés.

Le musée national du sport se réserve éventuellement la possibilité de négocier les offres initiales des candidats conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics, et en conformité avec les grands principes de la commande publique.

Ces négociations seront formalisées par tout moyen de communication écrit. En tout état de cause, le nombre maximum de candidats admis à la négociation est fixé à deux (2), sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, les 2 ayant obtenu les meilleures notes après première analyse.

## ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Il ne sera répondu à aucune question orale.

Pour obtenir les renseignements complémentaires nécessaires à l'établissement de leur offre, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours francs avant la date limite de remise des offres une demande sur la plateforme dématérialisée mentionnée à l'article 7.1 du présent règlement.

## ANNEXES (quantité : 9)

MNS 2025-03\_Annexe 1\_2015 REIER-Modular Display Cases

MNS 2025-03\_Annexe 2\_Book\_REIER\_MNS

MNS 2025-03\_Annexe 3\_Notice de montage des vitrines

MNS 2025-03\_Annexe 4\_Plan des vitrines modulaires

MNS 2025-03\_Annexe 5\_Vitrine REIER (1)

MNS 2025-03\_Annexe 6\_Vitrine REIER (2)

MNS 2025-03\_Annexe 7\_VITRINES REIER (4)

MNS 2025-03\_Annexe 8\_Vitrines\_REIER\_MNS

MNS 2025-03\_Annexe 9\_Zertifikat ISO 9001\_2015 engl